

IEOM WALLIS ET FUTUNA

BULLETIN TRIMESTRIEL
n° 121 – 1^{er} trimestre 2005

SOMMAIRE

SYNTHESE	2
<hr/>	
1. L'analyse de la conjoncture.....	3
1.1 L'enquête de conjoncture.....	3
1.2 La demande des menages.....	6
La consommation des ménages.....	6
La vulnérabilité de la trésorerie des ménages.....	8
1.3 Les principaux indicateurs économiques.....	9
L'emploi.....	9
Les salaires.....	9
Les prix.....	10
Le commerce extérieur.....	10
Suivi des recettes fiscales.....	12
L'énergie.....	14
Les échanges.....	17
Les télécommunications.....	18
Evolution des cours de change.....	18
<hr/>	
2. L'évolution monétaire et financière.....	19
2.1 Les actifs financiers.....	20
Les dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre compte auprès de la clientèle non financière (Tableau I).....	20
L'épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures (Tableau II).....	22
Les actifs financiers par agents économiques (Tableau III).....	23
2.2 Les passifs financiers.....	26
Les concours accordés par les établissements situés dans la zone d'émission (Tableau IV).....	26
Les concours accordés par les établissements de crédit installés hors de la zone d'émission (Tableau V).....	28
L'ensemble des concours de caractère bancaire accordés sur la place (Tableau IV + V).....	29
2.3 La masse monétaire (M3) et ses contreparties.....	32
La masse monétaire (tableau VI).....	32
Les contreparties de la masse monétaire (Tableau VII).....	33
2.4 L'équilibre emplois/ressources des EC locaux (Tableau VIII).....	33
2.4 L'équilibre emplois/ressources des EC locaux (Tableau VIII).....	34
2.5 Rappel des taux.....	35
Le taux d'intérêt légal.....	35
Les taux d'intervention de l'IEOM au 30 septembre 2004.....	35
Les taux du marché.....	35
Les taux d'usure.....	36
<hr/>	
3. Les Missions de l'IEOM.....	37
3.1 L'émission des signes monétaires.....	38
3.2 Les opérations de compensation interbancaire.....	38

SYNTHESE

La situation du Territoire, qui semblait s'être stabilisée à la fin du troisième trimestre 2004, s'est, à nouveau, dégradée au 4^{ème} trimestre de l'année écoulée et au début de 2005. L'habituelle embellie des fêtes de fin d'année n'a pas été aussi marquée que prévue.

Les indicateurs liés à l'évolution du mode de consommation des ménages sont restés orientés positivement, ainsi les ventes d'électricité et de gazole ont progressé respectivement de 6,8 % et de 5,6 % en rythme annuel.

Les prix restent contenus par la faiblesse de la demande. La progression sur douze mois s'établit cependant à 1,75 % contre 0,37 % fin septembre. Ce sont les services, avec une croissance de 10,2 points en rythme annuel, qui provoquent la hausse de l'indice. Les prix des produits alimentaires (+2,09 %) et des produits manufacturés (-0,67 %) sont bien maîtrisés.

La très forte progression des importations en valeur, +65 % à 7.116,6 millions de XPF, résulte d'événements exceptionnels. Corrigée de ces derniers, les importations ont eu tendance à se contracter comme en témoigne la baisse de 1,34 % des droits de douanes et des taxes d'entrée. Ce point est confirmé par les résultats de l'enquête de conjoncture qui indique une baisse sensible de la consommation des ménages.

Les voyages qui semblaient épargnés par la baisse d'activité, ont été, à leur tour, affectés au 4^{ème} trimestre 2004. Le nombre de passagers des vols internationaux s'inscrit en effet en régression de 7,3 % en rythme annuel au 31/12/04, contre une hausse de 6,3% le trimestre précédent. Ce tassement est d'autant plus significatif qu'il intervient pendant un trimestre traditionnellement marqué par les départs en congés.

L'encours des crédits à la consommation a poursuivi sa décélération. Ils ne progressent en effet que de 0,2% en rythme annuel au 31/12/04, contre +7,8% en septembre et +22,6% en juin 2004. Le volume d'octroi de nouveaux crédits est donc plus faible que le flux de remboursement des anciens. Dans un Territoire où l'épargne individuelle est quasiment inexistante, cette situation se traduit par une baisse très nette de la consommation en biens durables. Ainsi, les ventes de véhicules neufs régressent de 21,6% en 2004.

La morosité du secteur du BTP est masquée au niveau des importations (-1,7%) par un investissement ponctuel important en 2004. La faiblesse de la demande solvable de crédits à l'habitat (3 nouveaux crédits octroyés par l'AFD en 2004) associée à la saturation du marché du logement locatif ne permet pas de relancer le secteur. L'encours des crédits à l'habitat a, ainsi, chuté de 15 % en un an.

La dégradation de la situation financière des ménages s'est encore accentuée au 4^{ème} trimestre 2004. En effet, le nombre d'interdits bancaires atteint 370 personnes physiques au 31/12/2004 soit une progression annuelle de 56,8 % contre +35,2% à la fin du trimestre précédent.

Les restrictions budgétaires, le poids des dépenses de fonctionnement qui freine les investissements publics pourtant fortement souhaitables, l'absence de sécurité du foncier qui inquiète durablement les entrepreneurs et la ponction exercée par le développement des jeux de hasard sur la trésorerie des ménages, laissent mal augurer de l'évolution de la conjoncture économique du Territoire au 1^{er} trimestre 2005.

1. L'ANALYSE DE LA CONJONCTURE

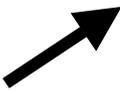
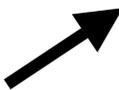
1.1 L'ENQUETE DE CONJONCTURE

L'IEOM de Mata'Utu a réalisé pour le onzième trimestre consécutif une enquête de conjoncture. Cette enquête a porté sur le quatrième trimestre 2004 et sur les perspectives pour le premier trimestre 2005. Elle a été réalisée auprès de chefs d'entreprises des trois principaux secteurs du Territoire : le commerce, les services et le BTP. L'échantillon visé totalise 53 entreprises et regroupe plus de la moitié des effectifs du secteur privé. Toutefois, le taux de retour des enquêtes est resté modeste. Il ne permet donc pas, pour ce trimestre, d'établir une décomposition des résultats par secteur et ne fera donc que l'objet d'une analyse globale.

Note méthodologique

Les chefs d'entreprise sont interrogés sur l'évolution de caractéristiques économiques de leur établissement, par rapport au trimestre précédent, par rapport au même trimestre de l'année précédente et sur leurs prévisions pour le trimestre suivant. Les réponses des entrepreneurs sont traitées selon un barème prédéfini (note de 1 à 3). Une moyenne des notes, pondérée par les effectifs des entreprises, permet ensuite de dégager la tendance globale d'une caractéristique.

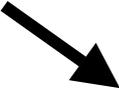
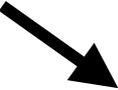
Ainsi, une valeur comprise entre 1 et 1,75 correspond à un recul, une valeur située entre 1,75 et 2,25 correspond à une stabilité et un résultat compris entre 2,25 et 3 correspond à une hausse. Dans les tableaux, une flèche pointant vers le bas correspond à une dégradation, une flèche pointant vers le haut correspond à une amélioration et une flèche horizontale caractérise la stabilité. Les commentaires sont basés sur une décomposition plus fine des notes. Ils prennent également en compte les observations des répondants, réalisés sur les questions ouvertes.

<u>EXEMPLE</u>				
Activité	Charges	Trésorerie	Prix de vente	Effectifs
 amélioration	 allègement	 accroissement	 hausse	 embauches
 dégradation	 alourdissement	 dégradation	 baisse	 licenciements

Analyse de la conjoncture au 31 décembre 2004

La conjoncture au quatrième trimestre 2004 par rapport au troisième trimestre 2004 :

L'activité moyenne du quatrième trimestre s'est dégradée par rapport au trimestre précédent. Certaines entreprises expliquent cela par le développement des jeux de hasard (principalement le Bingo) pour lesquels les ménages accordent une part de plus en plus importante de leurs revenus, diminuant d'autant le budget alimentaire. Malgré l'alourdissement des charges supportées par les entreprises, celles-ci signalent une amélioration de leur trésorerie, liée principalement à une meilleure gestion des créances clients. Les prix sont restés stables, en raison de l'insuffisance de la demande des ménages. La plupart des entreprises ayant répondu à l'enquête déclarent avoir augmenté leurs effectifs, essentiellement pour des raisons de modernisation de leurs outils de production. En effet, beaucoup signalent avoir investi pendant le trimestre.

EVOLUTIONS				
Par rapport au trimestre précédent				
Activité	Charges	Trésorerie	Prix de vente	Effectifs
				

Anticipations des chefs d'entreprises pour le premier trimestre 2005 :

La moyenne de l'échantillon table sur une baisse de l'activité et un alourdissement des charges. Les entrepreneurs interrogés ne comptent pas augmenter leurs effectifs. Malgré une conjoncture morose, certains chefs d'entreprises envisagent de nouveaux investissements dans les prochains mois. La moyenne de l'échantillon table sur une hausse des prix et une stabilité de la trésorerie pour le premier trimestre 2005.

PREVISIONS				
Pour le 1 ^{er} trimestre 2005				
Activité	Charges	Trésorerie	Prix de vente	Effectifs
				

Evolution du nombre d'entreprises

Le service des contributions diverses recense les entreprises grâce à leurs cotisations au registre des patentes. Au 31 décembre 2004, 375 unités étaient recensées, contre 363 au 31 décembre 2003. Le nombre d'entreprises évolue donc dans un sens contraire à la conjoncture économique qui est restée mauvaise au cours du 4^{ème} trimestre 2004. Il faut souligner que beaucoup d'entreprises se créent à Wallis et Futuna en fonction d'opportunités comme l'obtention d'une aide ou d'un micro-marché. Elles n'ont pour l'essentiel aucun salarié déclaré comme le montre la comparaison avec les effectifs du secteur privé enregistrés par la CLR/CCPF.

Entreprises de Wallis et Futuna

Secteurs	Nombre total d'entreprises au 31/12/03	Nombre total d'entreprises au 30/09/04	Fermetures 4ème trimestre 2004	Créations 4ème trimestre 2004	Nombre total d'entreprises au 31/12/04
Commerce	120	121	1	3	123
BTP	87	85	1	1	85
Hotellerie-rest.	25	29	0	1	30
Services	131	139	6	4	137
Total	363	374	8	9	375

Source : service des contributions diverses

1.2 LA DEMANDE DES MENAGES

La consommation des ménages

Le produit des taxes intérieures de consommation :

Les taxes intérieures de consommation perçues à la fin décembre 2004, en cumul annuel, atteignent 438,3 millions de XPF, en légère baisse par rapport à la même période de l'exercice précédent (-1,34%). Celle-ci s'explique par la baisse des taxes collectées sur les alcools (-8,11%), non compensée par la hausse de celles collectées sur les hydrocarbures (+4,37%) et la stabilité de celles collectées sur les tabacs (-0,04%).

Evolution des taxes intérieures de consommation

<i>Données fiscales en millions de XPF</i>	Cumul au 30/12/2003	Cumul au 30/12/2004	Variation cumul /(n-1)
Taxe intérieure de consommation - alcools	166,7	153,2	-8,11%
Taxe intérieure de consommation - tabacs	103,0	103,0	-0,04%
Taxe intérieure de consommation - hydrocarbures	174,5	182,1	4,37%
TOTAL	444,2	438,3	-1,34%

Source : service des Douanes et affaires maritimes

Les crédits à la consommation :

L'encours des crédits à la consommation s'élevait à 1.074 millions de XPF à la fin du quatrième trimestre 2004, en baisse par rapport au 30 septembre 2004 (-2,7%) et stable en glissement annuel (+0,2%).

L'encours des prêts personnels non affectés a, de nouveau, progressé pour s'établir à 376,6 millions de XPF au 31 décembre, soit une hausse de 5,6% sur trois mois et de 59,3% sur un an. Le montant des prêts affectés enregistre un recul sur trois mois (-6,6%) ainsi que sur un an (-16,6%), ceci notamment à cause de la baisse des prêts accordés pour l'achat d'appareils ménagers (-54,5% sur un an).

Encours des crédits à la consommation (en milliers de XPF)

	31/12/2003	30/09/2004	31/12/2004	Variation sur trois mois	Variation sur un an
prêts personnels (non affectés)	236 454	356 661	376 592	5,6%	59,3%
véhicules	512 338	557 689	550 392	-1,3%	7,4%
<i>véhicules neufs</i>	<i>483 250</i>	<i>534 710</i>	<i>530 290</i>	<i>-0,8%</i>	<i>9,7%</i>
<i>véhicules occasion</i>	<i>29 088</i>	<i>22 979</i>	<i>20 102</i>	<i>-12,5%</i>	<i>-30,9%</i>
appareils ménagers	319 587	187 159	145 430	-22,3%	-54,5%
divers	3 494	1 641	1 133	-31,0%	-67,6%
sous total prêts affectés	835 419	746 489	696 955	-6,6%	-16,6%
TOTAL	1 071 873	1 103 150	1 073 547	-2,7%	0,2%

Source : BWF

Les achats de véhicules neufs :

En 2004, le nombre d'immatriculations de véhicules automobiles neufs a été inférieur de 18% à celui enregistré en 2003. Il en est de même pour les deux roues (-28,7%). Ces variations relatives doivent être cependant nuancées en raison de la faible taille du marché.

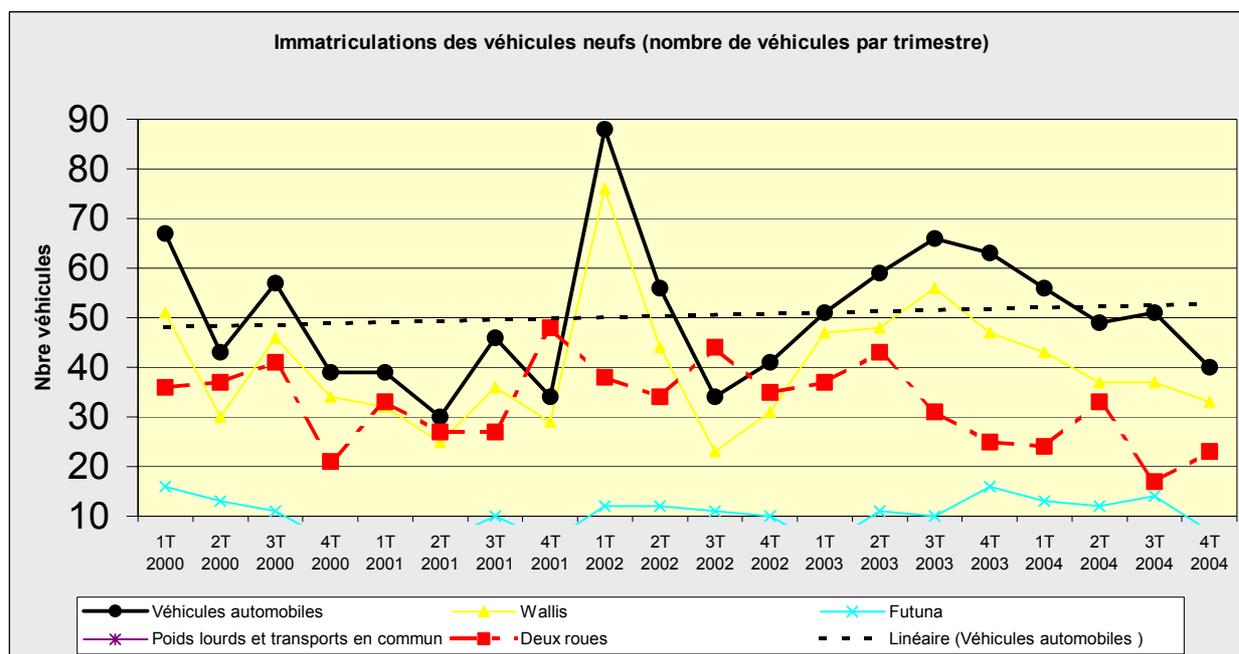
Immatriculations de véhicules neufs

	Cumul au 31/12/03	Cumul au 30/09/04	2d trimestre 2004	3ème trimestre 2004	variation 2004/2003	variation T-1
Véhicules automobiles (1)	239	196	51	40	-18,0%	-21,6%
Wallis	198	150	37	33	-24,2%	-10,8%
Futuna	41	46	14	7	12,2%	-50,0%
Deux roues	136	97	17	23	-28,7%	35,3%
Wallis	75	55	14	10	-26,7%	-28,6%
Futuna	61	42	3	13	-31,1%	333,3%

Source : service des contributions diverses

(1) sauf poids lourds et transports en commun

Le graphique ci-dessous met en évidence la tendance générale des ventes de véhicules depuis 2000.



La vulnérabilité de la trésorerie des ménages

A la fin du quatrième trimestre 2004, 370 personnes physiques étaient en interdiction bancaire sur le Territoire. Ce nombre a donc augmenté de 16,0% en trois mois et de 56,8% en un an.

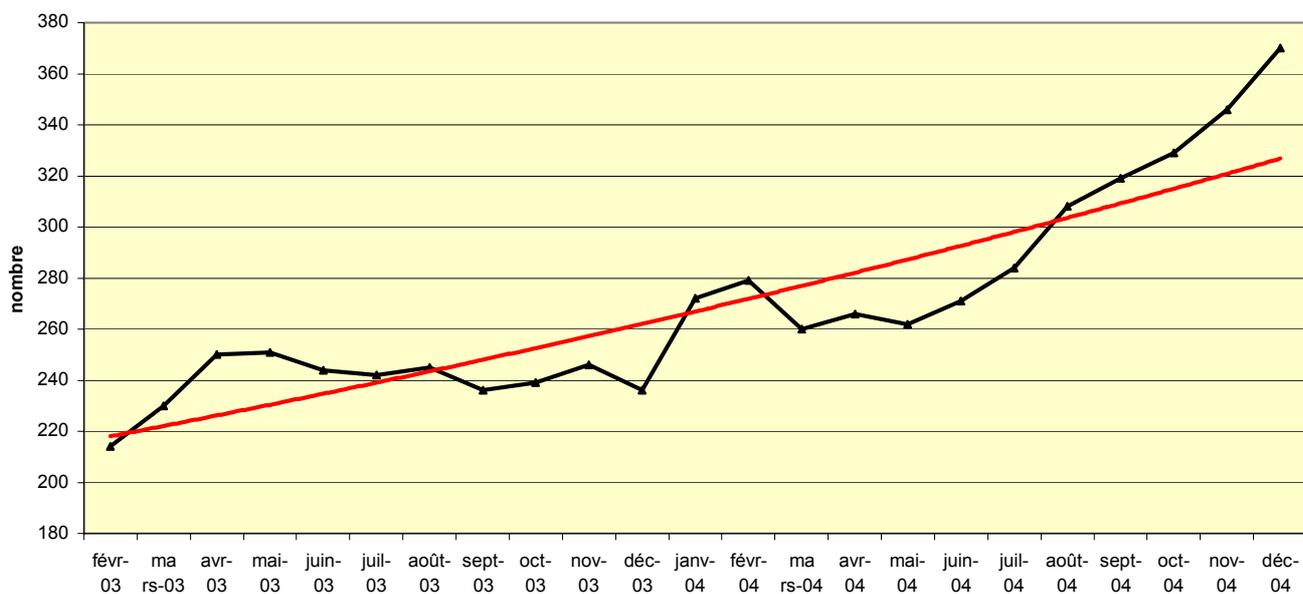
Nombre de personnes physiques frappées d'interdiction bancaire

Date	Au	Au	Au	Au	Variation		
	31/12/03	30/06/04	30/09/04	31/12/04	m-3	m-6	m-12
Nombre	236	272	319	370	16,0%	36,0%	56,8%

Source : IEOM

La forte progression du nombre d'«interdits bancaires» témoigne de la situation d'endettement excessif des ménages wallisiens et futuniens. Le développement des jeux d'argent sur le Territoire ne semble pas étranger à ce phénomène.

Interdits bancaires à Wallis et Futuna depuis février 2003



1.3 LES PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

L'emploi

Les données sur l'emploi local sont établies sur la base du nombre de personnes cotisant à la Caisse Locale de Retraites. Ces statistiques ne concernent donc pas les fonctionnaires métropolitains dont le nombre atteignait 331 à la fin de l'année 2003¹.

Au premier trimestre 2004, le nombre de salariés déclarés s'élevait à 1 639, soit une baisse de 2,8% par rapport au 31 décembre 2003. Ce résultat n'est que partiel car la totalité des cotisations au 31/03/2004 ne serait toujours pas enregistrée. Les informations ci-dessous sont donc provisoires.

Répartition par secteurs d'activité des effectifs salariés inscrits à la CLR

	déc-03		mars-04		Glissement trimestriel
	nombre	part en %	nombre	part en %	
Secteur privé	502	29,8%	518	31,6%	3,2%
dont :					
Industrie/Artisanat	74	4,4%	89	5,4%	20,3%
BTP	58	3,4%	65	4,0%	12,1%
Commerce	185	11,0%	174	10,6%	-5,9%
Services	152	9,0%	150	9,2%	-1,3%
Employés de maison	33	2,0%	40	2,4%	21,2%
Secteur semi-public*	179	10,6%	166	10,1%	-7,3%
Secteur public	1005	59,6%	955	58,3%	-5,0%
Total	1686	100,0%	1639	100,0%	-2,8%

Source CLR-CCPF

* Secteur regroupant des établissements publics ou institutions conventionnées avec l'Etat dont les budgets ne sont pas des budgets territoriaux, comme la CLR-CCPF, la DEC (Direction de l'Enseignement Catholique), RFO, l'IEOM...

Les salaires

Le SMIG n'a pas été modifié au quatrième trimestre 2004. La dernière revalorisation (5%) remonte au 1^{er} juillet 2002. Depuis cette date, le SMIG mensuel atteint 70 061 XPF.

Le salaire minimum de l'administration territoriale qui correspond à l'indice 250, s'élevait à 99 699 XPF depuis le 1^{er} janvier 2003. Aucune revalorisation du point n'est intervenue en 2004. Par contre une augmentation de 0,5% du point a eu lieu au 1^{er} janvier 2005.

¹ Dernières données disponibles

Les prix

D'après le service territorial de la statistique et des études économiques, les prix ont augmenté de 1,53% au cours du quatrième trimestre 2004. Cette forte hausse s'explique par la conjugaison de l'accroissement du prix des services (+8,62%), alors que parallèlement les prix des produits alimentaires et des produits manufacturés sont restés relativement stables (respectivement +0,86% et +0,42%). Au cours des trois premiers trimestres 2004, les prix étaient restés relativement stables avec une baisse respective de 0,01% et 0,02% aux premier et second trimestres et une légère hausse de 0,25% au troisième trimestre.

En glissement annuel, la progression de l'indice des prix à la consommation est de 1,75 %, contre 0,37% au trimestre précédent. Les prix des produits alimentaires ont augmenté de 2,09% sur les douze derniers mois, ceux des services de 10,20%, alors que ceux des produits manufacturés ont baissé de 0,67%

L'ensemble de ces chiffres doit toutefois être interprété avec prudence dans la mesure où la structure de l'indice (panier de la ménagère, pondération des catégories de produits) datent de 1989. Les modes de consommation ont largement évolué sur l'île et une enquête budget famille est en cours de préparation. Les résultats de cette enquête, attendus pour 2007, permettront de prendre en compte ces évolutions.

Pour les prochains mois, la forte hausse du coût du fret, due à l'augmentation du prix des hydrocarbures et des assurances, devrait se répercuter sur les prix de détails même si l'amélioration des conditions de stockage résultant de la mise en service des nouvelles installations de General Import devrait en limiter l'effet.

Evolution de l'indice des prix à la consommation

	<i>4ème trimestre 2003</i>	<i>3ème trimestre 2004</i>	<i>4ème trimestre 2004</i>	Variation / trimestre précédent	Glissement annuel
Indice global (IPC)	125,95	126,23	128,16	1,53%	1,75%
Indice des produits alimentaires	116,94	118,36	119,38	0,86%	2,09%
Indice des produits manufacturés	133,26	131,82	132,37	0,42%	-0,67%
Indice des services	139,44	141,47	153,66	8,62%	10,20%

base 100 : 3ème trimestre 1989

Source : STSEE

Le commerce extérieur

Les taxes à l'importation

Au 31 décembre 2004, le cumul des droits de douane et taxes à l'entrée enregistre une légère baisse (-1,24%) par rapport au quatrième trimestre 2003, pour s'établir à 933,0 millions de XPF. Cette évolution résulte de la combinaison d'une légère baisse des recettes de droits de douane (-0,85%) qui atteignent 224,8 millions de XPF et d'une baisse des recettes de taxes à l'entrée (-1,37%) qui s'élèvent à 708,2 millions de XPF.

Evolution des droits de douane et des taxes à l'entrée

<i>Données fiscales en millions de XPF</i>	<i>Cumul au 31/12/2003</i>	<i>Cumul au 31/12/2004</i>	<i>Variation 2004/2003</i>
Droits de douanes ⁽¹⁾	226,7	224,8	-0,85%
Taxes d'entrée ⁽²⁾	718,0	708,2	-1,37%
TOTAL	944,7	933,0	-1,24%

⁽¹⁾ Sur les marchandises en provenance de pays extérieurs à l'UE

⁽²⁾ Sur toutes les marchandises

Source : Service des Douanes et Affaires maritimes

Les importations

En 2004, les importations ont atteint 7.116,6 millions de XPF, soit une augmentation de 65% par rapport à 2003. Cependant, la variation des importations est biaisée par trois opérations non récurrentes:

- un important investissement de General Import, qui est la principale plate-forme d'importation de Wallis et Futuna . Cette entreprise a investi en 2004 pour environ 750 millions de XPF dans la construction et l'aménagement d'une unité de stockage comprenant 2000m3 de chambres froides ce qui explique l'augmentation de plus de 80% de la valeur du chapitre « machines et appareils » ;
- une forte augmentation des stocks de cette société consécutive à la mise en service de ses nouvelles installations ;
- l'immatriculation d'un bateau-citerne d'une valeur de 2.603 millions de XPF, qui explique l'augmentation de la valeur du chapitre « matériel de transport » de près de 272%.

Déduction faite de la valeur du navire, le montant des importations s'établirait à 4.513,6 millions contre 4.310 en 2003. En tenant compte des deux autres événement cités plus haut, il apparaît que le volume des importations courantes a sensiblement diminué en 2004.

Importations en valeur (millions de XPF)

	2003		2004		VARIATION 2004/ 2003
	Valeur	Part	Valeur	Part	
Produits alimentaires	1246,83	28,9%	1307,32	18,4%	4,85%
Matériel de transport	836,03	19,4%	3106,29	43,6%	271,55%
Produits minéraux (ciments, hydrocarbures, ...)	499,69	11,6%	551,63	7,8%	10,39%
Fournitures, BTP ...	485,50	11,3%	477,19	6,7%	-1,71%
Machines et appareils (1)	384,93	8,9%	703,77	9,9%	82,83%
Industries chimiques (2)	341,69	7,9%	365,19	5,1%	6,88%
Linges et accessoires	201,10	4,7%	240,37	3,4%	19,53%
Marchandises et produits divers (3)	137,17	3,2%	130,33	1,8%	-4,99%
Papiers, cartons	98,91	2,3%	120,68	1,7%	22,01%
Instruments et appareils optiques	77,52	1,8%	113,49	1,6%	46,40%
Armes et munitions	1,21	0,0%	0,24	0,0%	-80,17%
Objets d'art et de collection	0,04	0,0%	0,06	0,0%	50,00%
Total	4310,6	100,0%	7116,6	100,0%	65,09%

Source : Service des Douanes

(1) électroménager, hi-fi, informatique... (2) médicaments, hygiène, peinture... (3) mobilier, articles de sport...

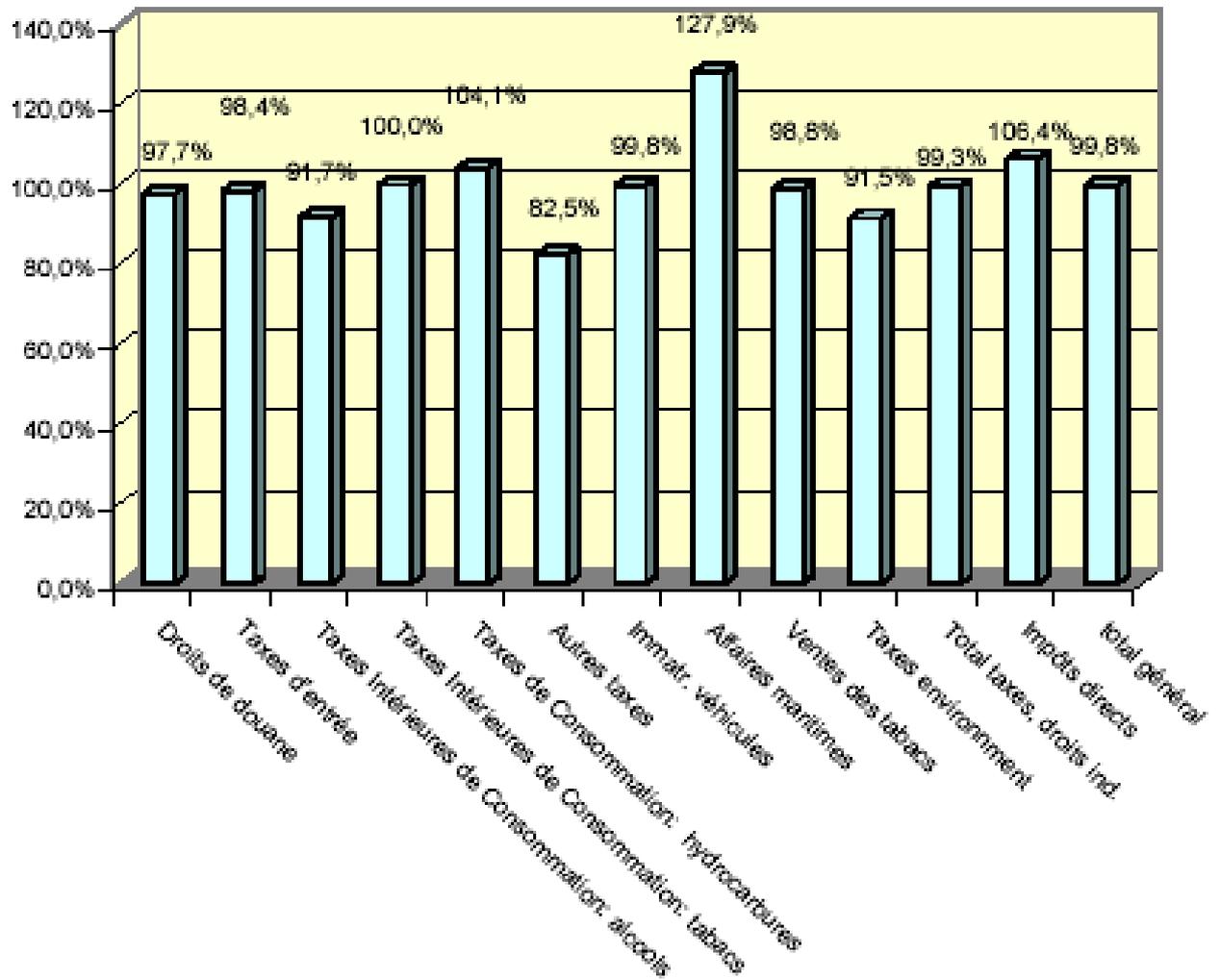
Suivi des recettes fiscales**Evolution budgétaire des recettes fiscales (en millions de XPF)**

Recettes...		...prévues au budget primitif 2004	...réalisées au 31/12/04	% réalisé	
Recettes douanieres	Droits de douane	230	224,8	97,7%	
	Taxes d'entrée	720	708,2	98,4%	
	Taxes intérieures de consommation :	alcools	167	153,2	91,7%
		tabacs	103	103,0	100,0%
		hydrocarbures	175	182,1	104,1%
Autres	9,5	7,8	82,5%		
Taxes diverses	Immatriculations de véhicules	5,5	5,5	99,8%	
	Affaires maritimes	64	81,5	127,9%	
Fonctionnement des services	Ventes des tabacs	245	242,1	98,8%	
	Taxes d' Environnement	5	4,6	91,5%	
Total Taxes et droits indirects		1724	1712,7	99,3%	
Impôts directs		110	117,6	106,4%	
TOTAL		1834,2	1830,2	99,8%	

Source : Service des Douanes et affaires maritimes

Les recettes fiscales s'établissent au 31 décembre 2004 à 1.830 millions de XPF. En ligne avec le budget primitif, elles atteignent 99,8% de la prévision effectuée pour 2004.

Réalizations budgétaires - recettes du Territoire au 31 décembre 2004



L'énergie**L'énergie électrique**

La production d'électricité au quatrième trimestre 2004 a augmenté par rapport au trimestre précédent (+7,7%). Elle progresse de 6,5% par rapport au quatrième trimestre 2003, pour atteindre 5.088 milliers de kWh. Au 31 décembre 2004, les ventes d'électricité enregistrent une hausse de 7,8% par rapport au troisième trimestre, et une augmentation de 6,8% par rapport au quatrième trimestre 2003. Le nombre d'abonnés a augmenté de 0,8% sur trois mois, et de 1,2% en un an.

Evolution de la production et de la distribution d'électricité

	4ème trim 2003	3ème trim 2004	4ème trim 2004	Variation / 3ème trim 2004	Variation / 4ème trim 2003
Production globale (milliers de kWh)	4778	4 724	5 088	7,7%	6,5%
Wallis	3965	3 968	4 235	6,7%	6,8%
Futuna	813	756	853	12,8%	4,9%
Ventes totales (milliers de kWh)	3811	3 778	4 071	7,8%	6,8%
Wallis	3123	3056	3265	6,8%	4,5%
Futuna	688	722	806	11,6%	17,2%
Abonnés	3 562	3 573	3 603	0,8%	1,2%
Wallis	2458	2471	2495	1,0%	1,5%
Futuna	1104	1102	1108	0,5%	0,4%

Source : EEWf

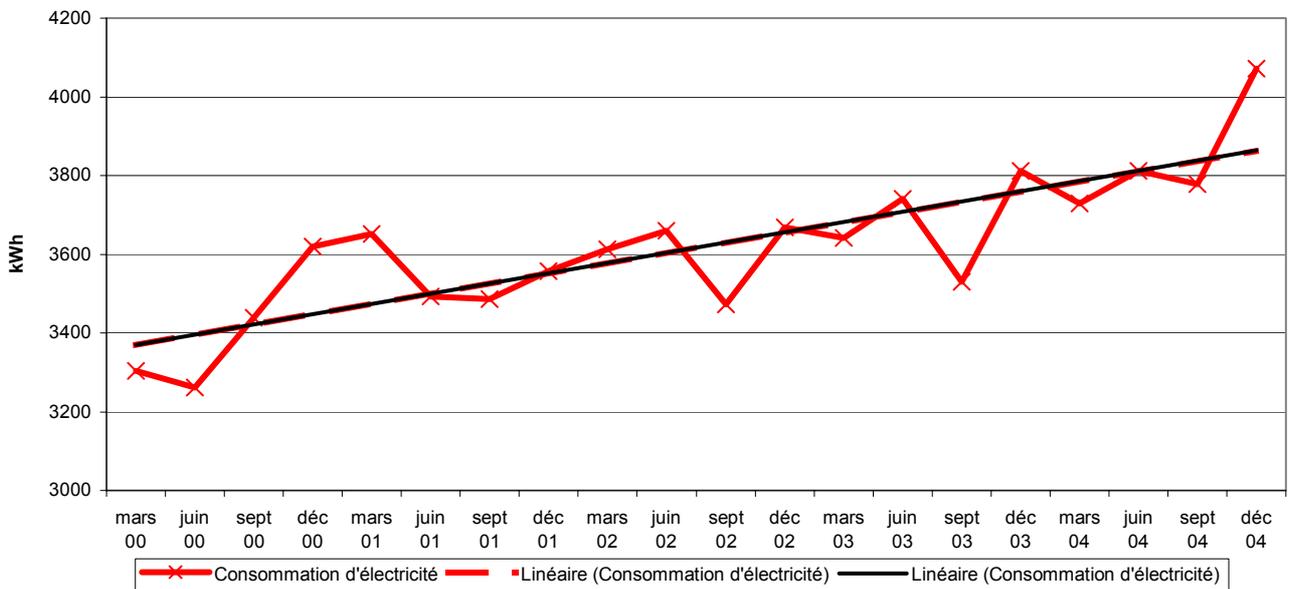
Au quatrième trimestre 2004, les tarifs de l'électricité ont enregistré une hausse moyenne de 1,8%. Ainsi, le prix moyen du kWh pour la basse tension est passé de 54,79 XPF au 30 septembre 2004 à 55,78 XPF fin décembre 2004 et celui de la moyenne tension, de 42,81 à 43,58 XPF. En glissement annuel, par rapport au quatrième trimestre 2003, les tarifs ont baissé de 0,04% en moyenne contre une baisse de 1,2% au trimestre précédent.

Evolution de la tarification de l'énergie électrique (prix du kWh en XPF)

	4ème trim 2003	3ème trim 2004	4ème trim 2004	Variation / 3ème trim 2004	Variation / 4ème trim 2003
Basse tension					
Petits utilisateurs	55,80	54,79	55,78	1,81%	-0,04%
1ère tranche	69,75	68,49	69,72	1,80%	-0,04%
2ème tranche	55,80	54,79	55,78	1,81%	-0,04%
3ème tranche	41,85	41,09	41,83	1,80%	-0,05%
Prix moyen	55,80	54,79	55,78	1,80%	-0,04%
Moyenne tension					
1ère tranche	52,31	51,37	52,29	1,79%	-0,04%
2ème tranche	34,88	34,25	34,86	1,78%	-0,06%
Prix moyen	43,60	42,81	43,58	1,79%	-0,05%

Source : EEWf

VENTES TRIMESTRIELLES D'ELECTRICITE W&F



La courbe ci-dessus met en évidence la saisonnalité des ventes d'électricité sur une période de quatre années.

Les hydrocarbures

Au 31 décembre 2004, les ventes d'essence ont augmenté au niveau trimestriel (+5,22%) et sont stables en cumul annuel par rapport à la période précédente (+0,65%). A la fin du quatrième trimestre 2004, les ventes de gazole sont en hausse par rapport au troisième trimestre 2004 (+3,98%) et en progression de 5,6% sur douze mois glissants. Cette progression s'explique notamment par une diésélisation accrue du parc automobile de Wallis-et-Futuna.

Evolution de la consommation d'hydrocarbures (milliers de litres)

	Cumul (janvier-03 à décembre-03)	Cumul (janvier-04 à décembre-04)	Variation / Cumul n-1	3ème trimestre 2004	4ème trimestre 2004	Variation / trimestre précédent	Rappel 4ème trimestre 2003
Essence							
Wallis	2 310,19	2 320,13	0,43%	580,97	609,94	4,99%	602,38
Futuna	415,63	423,36	1,86%	104,43	111,26	6,54%	84,81
Total	2 725,82	2 743,49	0,65%	685,40	721,20	5,22%	687,19
Gazole							
Wallis	5 449,34	5 768,96	5,87%	1506,86	1565,00	3,86%	1421,49
Futuna	1 273,90	1 330,94	4,48%	344,33	359,80	4,49%	282,19
Total	6 723,24	7 099,90	5,60%	1851,19	1924,80	3,98%	1703,68
Pétrole Jet A1							
Wallis	840,11	863,51	2,79%	257,40	219,79	-14,61%	244,94
Futuna	10,67	11,53	8,04%	3,23	3,16	-2,26%	2,56
Total	850,78	875,04	2,85%	260,63	222,95	-14,46%	247,50
Gaz butane (Total)	244,78	247,32	1,04%	60,04	67,14	11,83%	65,82

Source : SWAFEPP

La consommation de pétrole JetA1 diminue de 14,61% au quatrième trimestre par rapport au troisième trimestre. Cependant, le troisième trimestre est un cas exceptionnel en terme de consommation de pétrole JetA1, le nombre de vols intérieurs non commerciaux ayant été particulièrement important, avec une mission photographique de l'IGN¹ et le sauvetage du Moana échoué à Futuna durant le mois d'août. Or ce pétrole sert exclusivement au ravitaillement en carburant des avions. En cumul sur un an, la consommation de pétrole Jet A1 enregistre une légère hausse de 2,85%.

Les prix locaux des hydrocarbures n'ont pas été revus au 4^{ème} trimestre 2004. En un an, le prix du litre d'essence a connu une très légère variation (+0,2%), il s'établit à 131,1 XPF. Le prix du gazole a enregistré une baisse de 1,1% par rapport à la même période de l'année précédente et se fixe à 116,2 XPF. Le prix du pétrole Jet A1 est quasiment stable sur un an (-0,9%), il s'établit à 114,6 XPF.

Evolution des tarifs des principaux hydrocarbures (prix du litre en XPF)

	31/12/2003	30/06/2004	30/09/2004	31/12/2004	Variation annuelle
Essence	130,8	123,8	131,1	131,1	0,2%
Gazole	117,5	109,2	116,2	116,2	-1,1%
Pétrole Jet A1	115,6	108,6	114,6	114,6	-0,9%

Source : SWAFEPP

Le prix du gaz a été modifié par arrêté au 1^{er} novembre 2004. Il est désormais de 309,6 XPF à Wallis comme à Futuna. Ceci représente une augmentation de 5,2% du prix pour Wallis et une baisse de 19,7% pour Futuna.

¹ Institut géographique national

Les échanges

Le trafic aérien

Trafic international

Au quatrième trimestre 2004, le trafic aérien international, en nombre de vols, a diminué de 9,7% par rapport au troisième trimestre. Sur l'ensemble de l'année 2004, le trafic aérien international, en nombre de vols, a diminué de 7,3% par rapport à 2003. Le nombre de passagers baisse de 7,6% au niveau trimestriel mais augmente de 5% en cumul annuel.

Le volume de fret progresse fortement par rapport à 2003 (+41,1%), le nouvel avion d'Aircalin ayant permis d'augmenter la capacité de fret depuis le début de l'année. Cependant le fret aérien demeure très faible sur Wallis et Futuna.

	Cumul 2003	Cumul 2004	3 ^{ème} trimestre 2004	4 ^{ème} trimestre 2004	Variation / trimestre précédent	Variation 2004 / 2003
Nombre de vols	248	230	62	56	-9,7%	-7,3%
Passagers	21 513	22 587	6 422	5 937	-7,6%	5,0%
- Arrivées	10 428	11 002	3 111	2 718	-12,6%	5,5%
- Départs	11 085	11 585	3 311	3 219	-2,8%	4,5%
Fret (kg)	121 612	171 555	51 155	46 494	-9,1%	41,1%
Poste (kg)	48 264	58 692	12 914	18 329	41,9%	21,6%

Trafic domestique

En 2004, 1081 vols ont relié Wallis et Futuna, ce qui représente une baisse de 9,6 % par rapport à 2003. Ceci s'explique principalement par les nombreuses pannes du Twin Otter cette année, le nombre de passagers ayant augmenté de 1,3 % en 2004.

	Cumul 2003	Cumul 2004	3 ^{ème} trimestre 2004	4 ^{ème} trimestre 2004	Variation / trimestre précédent	Variation 2004/2003
Nombre de vols	1 196	1 081	286	260	-9,1%	-9,6%
Passagers	12 355	12 520	3 095	3 079	-0,5%	1,3%
- Arrivées	6 371	6 296	1 475	1 464	-0,7%	-1,2%
- Départs	5 984	6 224	1 620	1 615	-0,3%	4,0%
Fret (kg)	17 877	23 181	6 095	4 614	-24,3%	29,7%
Poste (kg)	8 649	8 914	2 230	2 132	-4,4%	3,1%

Source : Aviation civile

Le trafic maritime

Au total, 9 touchées de navires ont été recensées au quatrième trimestre 2004, contre 8 au trimestre précédent. Le nombre de touchées de navires a été moins important en 2004 par rapport à 2003 (-12,8%).

Evolution des touchées de navires de commerce à Wallis

	4ème trim	3ème trim	4ème trim	Variations		Total	Total
	2003	2004	2004	T/T-4	T/T-1	2003	2004
Porte - conteneurs	9	5	6	-33%	20%	31	28
Pétroliers	3	2	3	0%	50%	12	10
Butaniers	1	1	0	-100%	-100%	4	3
Total	13	8	9	-31%	13%	47	41

Source : service des Douanes et affaires maritimes

Les télécommunications

Au 30 septembre 2004, plus d'un abonné téléphonique sur quatre était relié au réseau internet. Le nombre d'abonnés Internet a augmenté de près de 20% entre janvier et septembre 2004.

Evolution du nombre d'abonnés Internet

	31-déc-03	30-sept-04	Variation sept 04 / déc 03
Nombre de lignes installées	1683	n.d.	-
Nombre d'abonnés Internet	384	459	19,53%
Taux d'abonnés Internet	23%	-	-

La tarification et le débit d'Internet n'ont pas été modifiés en 2004 avec un débit de 56kbit/s et un prix forfaitaire de 400 XPF/h.

Evolution des cours de change

A l'exception de la monnaie néo-zélandaise, qui s'est encore légèrement apprécié sur un an (+1,98%), les autres monnaies se déprécient légèrement.

en XPF	Au	Au	Au	Variations	
	31/12/2003	30/09/2004	31/12/2004	m-3	m-12
100 JPY	88,36	87,00	85,45	-1,78%	-3,29%
USD	94,48	96,17	87,61	-8,90%	-7,28%
AUD	71,02	69,33	68,35	-1,41%	-3,76%
NZD	62,01	64,80	63,24	-2,42%	1,98%
SGD	55,63	57,00	53,60	-5,95%	-3,65%

Source : IEOM

(nb : taux de change en fin de mois)

nota : la variation est celle de la devise étrangère par rapport au XPF (le signe – indique donc une appréciation du Franc pacifique par rapport à la monnaie étrangère)

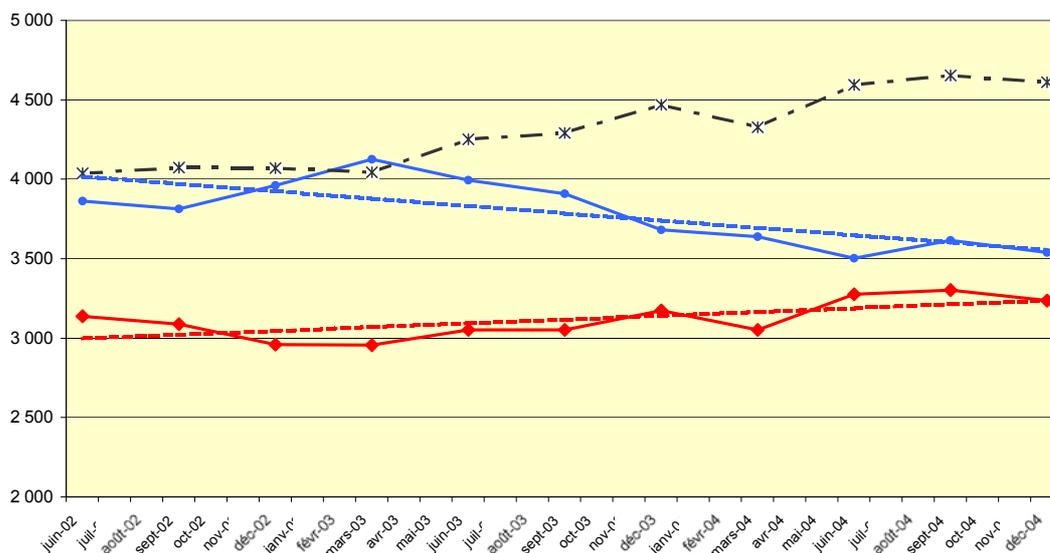
2. L'évolution monétaire et financière

L'examen de la situation monétaire de Wallis et Futuna est basé sur l'analyse des données fournies par les établissements ayant un guichet sur le Territoire et qui sont donc soumis à déclaration auprès de l'IEOM. Pour les dépôts, sont concernés la banque locale et le Trésor public, pour les crédits, la seule banque locale. L'analyse est affinée par la prise en compte des crédits distribués par des établissements installés hors de la zone d'émission de l'IEOM.

Vue générale au 31 décembre 2004

- ◆ Les **dépôts** collectés et gérés localement s'élèvent à 3.238 millions de XPF, ils progressent en rythme annuel (+2,1%) mais diminuent par rapport au trimestre précédent (-2,0 %)
- ◆ Le **total des crédits** diminue légèrement au quatrième trimestre, -2,1 % par rapport au 30 septembre 2004. Il s'établit à 3.539 millions de XPF au 31 décembre 2004. En glissement annuel, la tendance reste à la baisse des encours (-3,9%)
- ◆ La **masse monétaire (M3)** atteint, à la fin du quatrième trimestre 2004, la somme de 4.612 millions de XPF. En glissement annuel, elle s'accroît de 3,2 % en raison de l'augmentation des dépôts (+2,1%) et de la circulation fiduciaire (+5,9 %)..

Evolution des principales données monétaires en millions de XPF



	30/06/02	30/09/02	31/12/02	31/03/03	30/06/03	30/09/03	31/12/03	31/03/04	30/06/04	30/09/04	31/12/04
total dépôts locaux	3 136	3 089	2 958	2 957	3 051	3 052	3 172	3 053	3 276	3 303	3 238
Total Crédits	3 864	3 812	3 962	4 126	3 994	3 908	3 681	3 639	3 505	3 616	3 539
M3	4 037	4 072	4 070	4 045	4 251	4 292	4 469	4 326	4 595	4 654	4 612

nota : Les dépôts locaux cumulent la banque locale et le Trésor public.

Les crédits regroupent les concours consentis par la banque locale, l'AFD et la BEI.

2.1 LES ACTIFS FINANCIERS

Il faut rappeler que l'exiguïté du Territoire, la fermeture à terme de l'activité de "fonds particuliers" du Trésor et la faible diversité de l'offre bancaire induisent une défection de l'épargne au profit des établissements de Nouvelle-Calédonie et de métropole. Ce phénomène, favorisé par le développement de la gestion de comptes via Internet, est difficilement mesurable. Il perturbe l'analyse de l'évolution des dépôts dans le Territoire.

Les dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre compte auprès de la clientèle non financière (Tableau I)

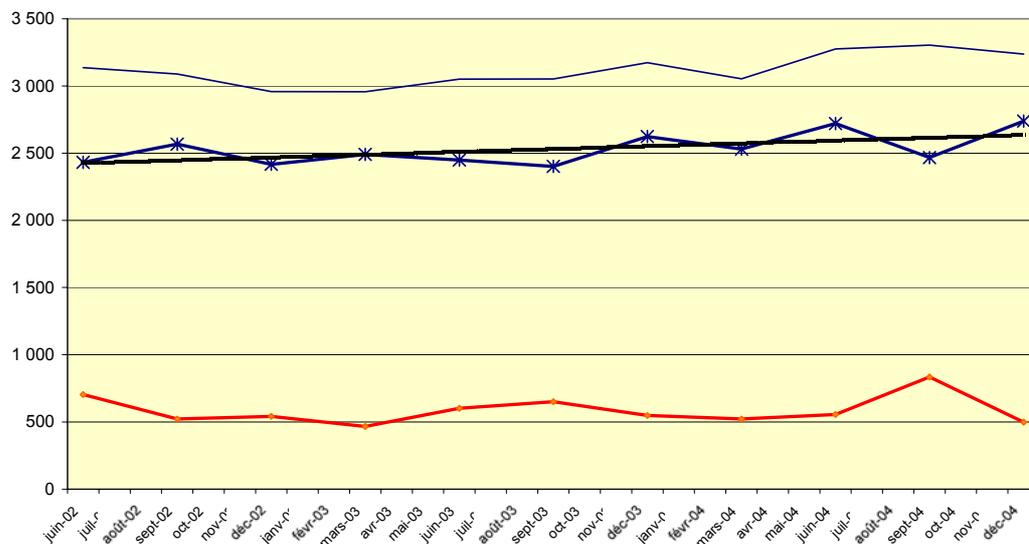
Les statistiques de l'IEOM ne tiennent pas compte des dépôts locaux de la CLR-CCPF (Caisse Locale de Retraites et Caisse de Compensation des Prestations Familiales) et du SPT (Services des Postes et Télécommunications) qui n'étaient pas déclarés par le Trésor car assimilés à des fonds publics hors zone d'émission. Ces dépôts seront prochainement réintégrés dans les données de l'Institut qui attend pour cela que des séries statistiques suffisamment longues aient pu être reconstituées.

L'encours des dépôts locaux recensés par l'IEOM, qui avaient jusqu'ici très faiblement progressé en rythme trimestriel, recule ce trimestre de 2 % pour atteindre 3.238 millions. L'évolution en glissement annuel reste cependant positive (+2 %).

La tendance générale de la collecte des dépôts locaux semble être la stabilité. Elle s'explique à la fois par la faiblesse de l'activité économique et par la qualité plutôt médiocre de l'offre de services bancaires.

Malgré la décroissance du nombre des comptes ouverts dans les livres du Trésor Public celui-ci affiche des variations erratiques de son encours dues à des mouvements ponctuels importants sur quelques comptes.

Evolution des dépôts locaux (valeurs en millions de XPF)



	30/06/02	30/09/02	31/12/02	31/03/03	30/06/03	30/09/03	31/12/03	31/03/04	30/06/04	30/09/04	31/12/04
— total dépôts locaux	3 136	3 089	2 958	2 957	3 051	3 052	3 172	3 053	3 276	3 303	3 238
* dépôts banque locale	2 432	2 567	2 416	2 490	2 449	2 402	2 624	2 531	2 721	2 468	2 739
— dépôts Trésor public	704	522	542	467	602	650	548	522	555	835	499

Dépôts à vue

Le total des dépôts à vue enregistre un léger recul sur trois mois (-1,9 %) mais une forte progression sur un an (+15,2 %). Cette évolution s'explique vraisemblablement par la baisse des taux créditeurs qui n'incite pas les épargnants à placer leurs avoirs sur des comptes d'épargne. Un phénomène identique est observé en zone euro où les dépôts à vue progressent plus fortement (+8,2% en rythme annuel) que les dépôts à terme et les comptes sur livrets (+3,2%).

L'encours collecté par la banque locale augmente sensiblement au troisième trimestre 2004 (+15,9%). En rythme annuel la progression est de 14,7%. Il faut souligner que le trimestre précédent, les comptes à vue de cette banque affichaient une baisse trimestrielle de 10,8%. L'encours du Trésor (-37,7% sur trois mois) reste affecté par les mouvements erratiques observés sur quelques comptes importants.

La part des comptes à vue, dans l'ensemble des dépôts, passe de 63 % au 31 décembre 2002 à près de 71 % deux ans plus tard. A titre de comparaison, ils ne représentaient que 40,7% des dépôts collectés dans la zone euro au 30/11/04.

ACTIFS FINANCIERS

TABLEAU I

Dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre compte

	31/12/2003	30/06/2004	30/09/2004	31/12/2004			
<i>en millions de XPF</i>	m-12	m-6	m-3	m	m/m-12	m/m-6	m/m-3
Dépôts à vue	1 992	2 253	2 341	2 295	15,2%	1,9%	- 1,9%
dont banque locale	1 579	1 751	1 563	1 811	14,7%	3,4%	15,9%
dont Trésor Public	413	502	778	484	17,3%	- 3,5%	-37,7%
Comptes sur livrets	334	367	330	331	- 1,0%	- 9,8%	0,4%
dont banque locale	334	367	330	331	- 1,0%	- 9,8%	0,4%
dont Trésor Public	0	0	0	0			
Autres placements liquides et à court terme	846	656	633	611	-27,8%	- 6,8%	- 3,4%
Dépôts à terme	841	651	629	607	-27,9%	- 6,8%	- 3,5%
Bons de caisse	5	4	4	5	- 8,4%	12,3%	12,3%
Certificats de dépôts	0	0	0	0	-	-	
Divers	0	0	0	0	-	-	
dont banque locale	711	603	575	597	-16,1%	- 1,0%	3,8%
dont Trésor Public	134	53	58	14	-89,2%	-72,8%	-75,1%
TOTAL DES DEPOTS INCLUS DANS M3	3 172	3 276	3 303	3 238	2,1%	- 1,2%	- 2,0%
dont banque locale	2 624	2 721	2 468	2 739	4,4%	0,7%	11,0%
Placements d'épargne à long terme collectés par la banque locale	0	0	0	0	-	-	-
Plans d'épargne logement	0	0	0	0	-	-	-
TOTAL DES DEPOTS LOCAUX	3 172	3 276	3 303	3 238	2,1%	- 1,2%	- 2,0%
dont banque locale	2 624	2 721	2 468	2 739	4,4%	0,7%	11,0%
dont Trésor Public	548	555	835	499	- 9,0%	-10,1%	-40,3%

Comptes sur livrets

Les comptes sur livrets, uniquement des livrets ordinaires collectés par la banque locale, atteignent 331 millions de XPF, et restent ainsi stables par rapport à septembre 2004 (+0,4 %) et baissent légèrement par rapport à décembre 2003 (-1,0 %). Ces dépôts, instruments d'épargne privilégiés, des petits épargnants restent marginaux, environ 10 % du total. Cet indice confirme la faiblesse de l'effort d'épargne des ménages moyens.

Dépôts à terme

Les dépôts à terme restent orientés à la baisse (-3,4 % sur le trimestre et -27,8 % sur un an). Il faut souligner que le Trésor Public n'enregistre plus que 14 millions dans cette catégorie de dépôts

L'épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures (Tableau II)

L'encours de l'épargne collectée localement et gérée hors zone d'émission est évalué à 3.451 millions de XPF au 31 décembre 2004 contre 3.281 millions au 30 septembre 2004. Il faut cependant rester extrêmement prudent dans l'interprétation de ces données qui n'incluent pas l'épargne collectée par les compagnies d'assurances et par les établissements non représentés sur le Territoire. Les données de la CLR-CCPF sont maintenant comprises dans les statistiques publiées par l'IEOM. Cependant l'actualisation des données de cet établissement n'est pas régulière.

Les placements liquides ou à court terme

Les placements liquides et à court terme (OPCVM monétaires uniquement) totalisent un montant de 1.250 millions de XPF au 31 décembre 2004, soit une progression de 7,4 % en 3 mois.

Les placements d'épargne à long terme

Les placements d'épargne à long terme sont principalement représentés par les OPCVM non monétaires et par les obligations. Le montant de ces placements atteint 2.201 millions de XPF au 31 décembre 2004.

ACTIFS FINANCIERS

TABLEAU II

Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures (hors zone d'émission)

en millions de XPF	31/12/2003	30/06/2004	30/09/2004	31/12/2004	variations en pourcentage		
	m-12	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-6	m / m-3
Placements liquides et à court terme	1 113	1 208	1 163	1 250	12,3%	3,5%	7,4%
OPCVM monétaires (<i>seult banque locale</i>)	112	256	211	213	89,8%	-16,8%	0,6%
Autres placements (<i>Trésor Public</i>)	1 001	952	952	1 037	3,6%	9,0%	9,0%
Placements d'épargne à long terme	2 102	2 324	2 118	2 201	4,7%	- 5,3%	3,9%
Actions	18	18	18	18	1,4%	- 0,7%	2,0%
Obligations	830	829	830	851	2,5%	2,7%	2,6%
OPCVM non monétaires	1 254	1 477	1 271	1 332	6,3%	- 9,8%	4,8%
Assurances-vie	-	-	-	-	nd	nd	nd
TOTAL DE L'EPARGNE GEREE HZE	3 215	3 532	3 281	3 451	7,3%	- 2,3%	5,2%
<i>dont collectés par banques locales</i>	<i>374</i>	<i>740</i>	<i>490</i>	<i>537</i>	<i>43,4%</i>	<i>-27,5%</i>	<i>9,6%</i>
<i>dont collectés par Trésor Public</i>	<i>2 841</i>	<i>2 791</i>	<i>2 791</i>	<i>2 914</i>	<i>2,6%</i>	<i>4,4%</i>	<i>4,4%</i>
<i>dont collectés par assureurs</i>					nd	nd	nd

Les actifs financiers par agents économiques (Tableau III)Dépôts collectés par les établissements de crédit locaux pour leur propre compte

L'augmentation globale des dépôts sur un an est la résultante de variations divergentes suivant la catégorie d'agents économiques concernée.

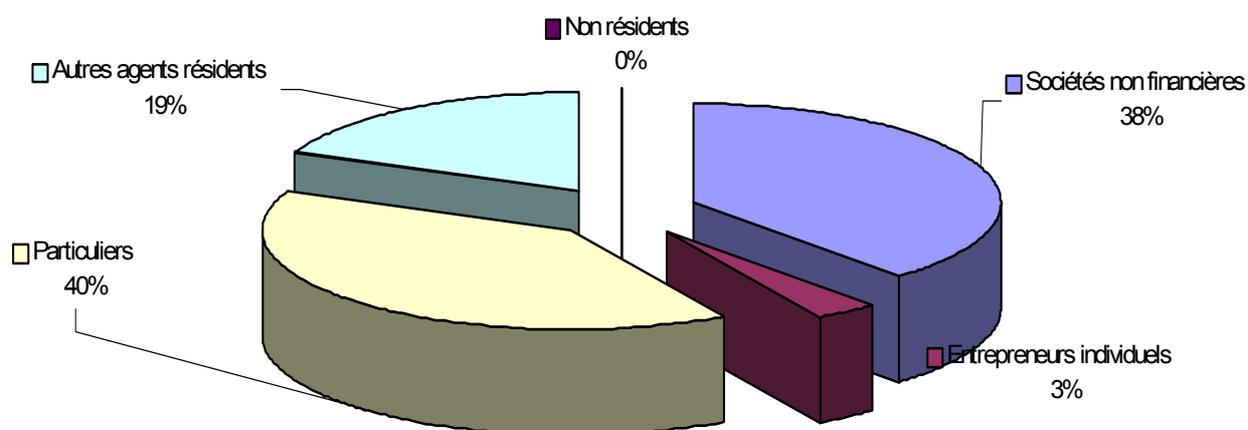
Ainsi, les dépôts des sociétés non financières progressent fortement (+10,6 %) sur un an. L'encours des sociétés se situe maintenant au-dessus du niveau atteint en décembre 2003, à 1.241 millions contre 1.122 millions.

L'encours local des entrepreneurs individuels reste marginal (3% du total) à 104 millions.

Les dépôts locaux des particuliers progressent de 8 % sur un an à 1.287 millions. Malgré une évolution favorable, les particuliers ne représentent que 40 % des dépôts collectés localement contre environ 77 % en métropole. Cet écart considérable, même s'il doit être interprété avec prudence, montre que la capacité d'épargne des ménages wallisiens et futuniens est très faible. Les dépôts locaux des particuliers s'élèvent en effet à moins de 85.000 XPF par habitant.

L'encours local des autres agents résidents régresse de 12,1 % avec une hausse (+14,8 %) des dépôts à vue s'élevant à 158 millions de XPF et une régression (-18,9%) des dépôts à terme à 444 millions de XPF. L'importance des fluctuations observées sur ces comptes s'explique notamment par le versement de subventions sur certains d'entre eux.

Répartition des dépôts locaux par agents économiques



ACTIFS FINANCIERS

TABLEAU III

Dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre compte
Répartition par agent économique

<i>en millions de XPF</i>	31/12/2003		31/12/2004		variations en %
	m-12	%	m	%	m/m-12
Dépôts à vue	1 992		2 295	100%	15,2%
Sociétés non financières	984	49%	1 101	48%	11,9%
Entrepreneurs individuels	155	8%	103	4%	-33,8%
Particuliers	711	36%	932	41%	31,1%
Autres agents résidents	138	7%	158	7%	14,8%
Non résidents	4	0%	1	n.s.	-65,7%
Autres dépôts	1 180		942	100%	-20,2%
Sociétés non financières	138	12%	140	15%	1,7%
Entrepreneurs individuels	14	1%	2	n.s.	-89,2%
Particuliers	481	41%	355	38%	-26,2%
Autres agents résidents	547	46%	444	47%	-18,9%
Non résidents		n.s.	2	n.s.	–
TOTAL DES DEPOTS LOCAUX (hors CDD)	3 172		3 238		2,1%
Sociétés non financières	1 122	35%	1 241	38%	10,6%
Entrepreneurs individuels	169	5%	104	3%	-38,4%
Particuliers	1 192	38%	1 287	40%	8,0%
Autres agents résidents	685	22%	602	19%	-12,1%
Non résidents	4	0%	3	n.s.	-26,5%
Certificats de dépôts (CDD)					–
TOTAL DES DEPOTS LOCAUX	3 172		3 238	100%	2,1%

Epargne collectée par les établissements de crédit locaux et gérée par des institutions extérieures (dépôts HZE)

Les dépôts collectés localement et gérés par les institutions extérieures des sociétés non financières restent marginaux à 123 millions. Ils ne représentent, en effet, que 4 % des dépôts HZE en part relative.

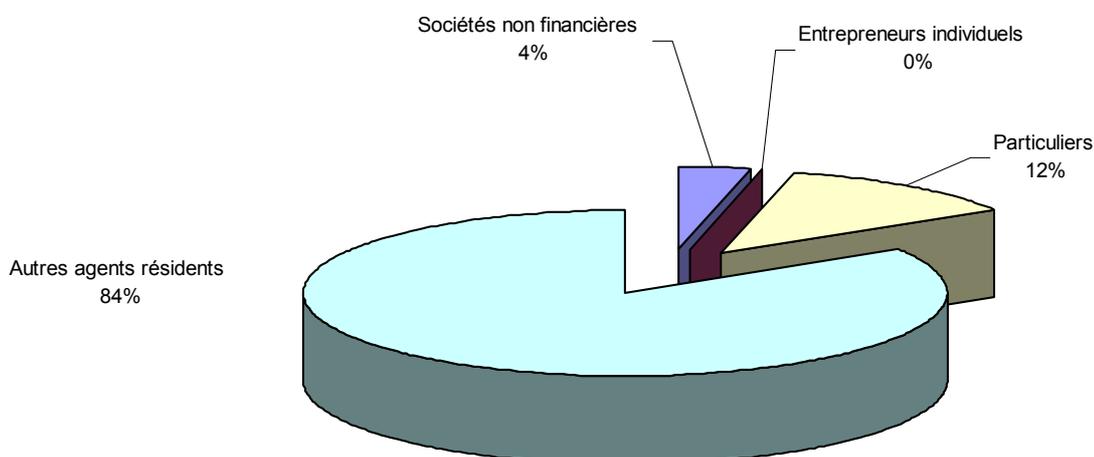
Les avoirs des particuliers progressent très sensiblement sur un an (+42,5 %) mais restent faibles à 413 millions contre 405 millions de XPF en septembre dernier. Ils ne représentent que 12% de l'encours recensé.

Avec 84% de l'encours recensé, les dépôts hors zone des autres agents économiques représentent la part dominante de cette catégorie. Ils sont constitués, pour la quasi-totalité, par les avoirs de la caisse locale des retraites (CLR – CCPF) gérés par la CDC.

Épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures
Répartition par agent économique

en millions de XPF	31/12/2003		31/12/2004		variations en %
	m-12	%	m	%	m/m-12
TOTAL	3 215		3 451		7,3%
Sociétés non financières	84	3%	123	4%	46,8%
Entrepreneurs individuels		n.s.	0	n.s.	–
Particuliers	290	9%	413	12%	42,5%
Autres agents résidents	2 841	88%	2 914	84%	2,6%
Non résidents		n.s.	0	n.s.	–

Répartition des dépôts gérés hors de la zone d'émission



2.2 LES PASSIFS FINANCIERS

Cette partie concerne l'ensemble des prêts consentis aux agents économiques par les établissements de crédit et assimilés situés dans et hors de la zone d'émission et ayant une activité régulière sur le Territoire.

Au 31 décembre 2004, le montant total des passifs financiers (zone d'émission + hors zone d'émission) s'établit à 3.539 millions XPF, en régression par rapport au trimestre précédent (-2,1 %) et par rapport à fin décembre 2003 (-3,9%).

Les concours accordés par les établissements situés dans la zone d'émission (Tableau IV)

A la fin du quatrième trimestre 2004, le volume brut des concours accordés par l'établissement de crédit de la place s'élève à 1.476 millions de XPF. Cet encours est quasi stationnaire (+0,1 %) par rapport au trimestre précédent et en baisse de 1,2 % en glissement annuel.

TABLEAU IV
Concours de caractère bancaire
(Etablissements de crédit situés dans la zone d'émission)

en millions de XPF	31/12/2003 30/06/2004 30/09/2004 31/12/2004				variations en pourcentage		
	m-12	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-6	m / m-3
Créances commerciales	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-
Crédits de trésorerie	1 181	1 183	1 205	1 074	- 9,0%	- 9,3%	-10,9%
Sociétés non financières	88	81	77	0	-99,9%	-99,9%	-99,9%
Entrepreneurs individuels	20	26	25	-	-100,0%	-100,0%	-100,0%
Particuliers	1 072	1 076	1 103	1 074	0,2%	- 0,2%	- 2,7%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à l'équipement	28	23	21	90	224,9%	296,3%	337,9%
Sociétés non financières	19	16	14	59	216,1%	274,8%	314,2%
Entrepreneurs individuels	9	7	6	31	243,3%	345,8%	392,3%
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à l'habitat	5	4	4	19	270,4%	315,0%	342,6%
Sociétés non financières	-	-	-	12	-	-	-
Entrepreneurs individuels	-	-	-	2	-	-	-
Particuliers	5	4	4	4	-22,0%	-12,6%	- 6,8%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	185	140	148	179	- 2,9%	27,8%	20,8%
Sociétés non financières	159	122	124	141	-11,2%	15,9%	14,2%
Entrepreneurs individuels	3	1	2	6	95,8%	990,3%	270,9%
Particuliers	23	18	22	31	39,4%	76,7%	41,9%
Autres agents résidents	-	0	1	1	-	143,7%	-43,6%
Autres crédits	-	-	-	14	-	-	-
Sociétés non financières	-	-	-	9	-	-	-
Particuliers	-	-	-	5	-	-	-
Créances douteuses nettes	31	31	19	18	-40,9%	-40,2%	- 1,3%
Sociétés non financières	9	11	3	2	-73,9%	-77,8%	- 6,2%
Entrepreneurs individuels	1	7	7	4	314,5%	-44,2%	-43,9%
Particuliers	21	13	9	12	-43,6%	- 6,4%	36,5%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
Non résidents	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL NET	1 429	1 382	1 397	1 394	- 2,4%	0,9%	- 0,2%
Sociétés non financières	275	230	217	225	-18,3%	- 2,1%	3,4%
Entrepreneurs individuels	33	41	41	44	30,4%	7,6%	7,4%
Particuliers	1 120	1 111	1 138	1 126	0,5%	1,3%	- 1,1%
Autres agents résidents	-	0	1	1	-	143,7%	-43,6%
Non résidents	-	-	-	-	-	-	-
Provisions non ventilées	64	68	77	81	25,9%	19,2%	5,8%
TOTAL BRUT	1 493	1 450	1 474	1 476	- 1,2%	1,8%	0,1%

Les particuliers recueillent toujours plus de 80% des crédits accordés par la banque locale. Les entreprises (sociétés non financières et entrepreneurs individuels) totalisent moins de 20 % des concours bancaires locaux.. A titre de comparaison, les entreprises métropolitaines cumulent 53% de l'encours des crédits bancaires au secteur privé. La faiblesse des crédits distribués aux entreprises témoigne de la pauvreté de l'appareil productif et commercial local.

Au cours du quatrième trimestre, les crédits de trésorerie reculent fortement par rapport à septembre 2004 (-10,9 %). En rythme annuel, ils affichent une baisse 9 %. La part prédominante des crédits de trésorerie (73% des encours à 1.074 millions) est une des caractéristiques du marché local du crédit.

Les crédits à l'équipement augmentent fortement ce trimestre passant de 21 à 90 millions. Ils restent cependant extrêmement faible, environ 6 % de l'encours total. L'incertitude pesant sur le foncier et l'absence de dynamisme économique ne favorisent pas leur essor. Par ailleurs, les quelques entreprises structurées du Territoire réussissent à obtenir des financements auprès d'établissements de Nouvelle-Calédonie ou de métropole. Ces opérations restent, cependant, très peu nombreuses.

Les crédits à l'habitat augmentent également passant de 4 à 19 millions. Ils demeurent marginaux, moins de 1,3% de l'encours total. Le statut coutumier de la propriété foncière ne permet pas l'apport de garanties suffisantes pour ce type de crédits.

Les comptes ordinaires débiteurs retrouvent leur niveau de décembre 2003 et restent le second type d'emplois de la banque locale (12 % des encours).

Les créances douteuses nettes déclarées par la banque locale restent faibles (18 millions), elles ne représentent que 1,2% de l'encours. Cette faible proportion de créances douteuses s'explique par le fait que cet établissement est peu engagé dans des crédits à long et moyen terme aux entreprises qui sont les concours bancaires les plus risqués.

Les concours accordés par les établissements de crédit installés hors de la zone d'émission (Tableau V)

Globalement l'encours des crédits hors zone a diminué de 5,7 % sur un an à 2.063 millions de XPF.

L'endettement excessif des ménages et l'absence d'épargne n'a pas permis un redémarrage des crédits à l'habitat malgré la reconstitution du potentiel d'engagement du fond de garantie à l'habitat (FGH) intervenu pendant le dernier trimestre 2003. L'encours de ces crédits a continué à s'effriter au cours du quatrième trimestre 2004 (-3,3 %) pour s'établir à 1.192 millions de XPF (compte non tenu des créances douteuses).

Les établissements hors zone, notamment l'AFD, restent toujours dominant sur le marché du crédit à Wallis et Futuna. Ces établissements représentent en effet 58,3 % des crédits distribués sur le Territoire.

PASSIFS FINANCIERS

TABLEAU V

Concours de caractère bancaire

(Etablissements de crédit situés hors de la zone d'émission)

en millions de XPF	31/12/2003	30/06/2004	30/09/2004	31/12/2004	variations en pourcentage		
	m-12	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-6	m / m-3
Créances commerciales	-	-	-	-	-	-	-
Crédits de trésorerie	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à l'équipement	395	303	491	450	13,8%	48,4%	- 8,3%
Sociétés non financières	129	64	102	78	-39,5%	21,7%	-23,8%
Entrepreneurs individuels	26	24	-	-	-100,0%	-100,0%	-
Particuliers	-	-	21	20	-	-	- 1,9%
Autres agents résidents	240	215	368	352	46,4%	63,4%	- 4,4%
Crédits à l'habitat	1 420	1 306	1 233	1 192	-16,0%	- 8,7%	- 3,3%
Sociétés non financières	-	-	3	3	-	-	- 1,7%
Entrepreneurs individuels	-	-	29	30	-	-	3,5%
Particuliers	1 420	1 306	1 201	1 159	-18,4%	-11,2%	- 3,5%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	-	-	-	-	-	-	-
Autres crédits	-	-	-	-	-	-	-
Créances douteuses nettes	373	447	418	422	13,2%	- 5,5%	0,8%
Sociétés non financières	22	63	21	23	3,0%	-64,3%	5,8%
Entrepreneurs individuels	59	59	66	59	0,4%	1,2%	-10,5%
Particuliers	291	325	331	340	16,6%	4,7%	2,8%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL NET	2 188	2 055	2 142	2 063	- 5,7%	0,4%	- 3,7%
Sociétés non financières	151	127	127	104	-31,2%	-18,5%	-18,3%
Entrepreneurs individuels	85	83	95	89	4,2%	7,9%	- 6,3%
Particuliers	1 711	1 630	1 553	1 519	-11,2%	- 6,8%	- 2,2%
Autres agents résidents	240	215	368	352	46,4%	63,4%	- 4,4%
Provisions non ventilées	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL BRUT	2 188	2 055	2 142	2 063	- 5,7%	0,4%	- 3,7%

L'ensemble des concours de caractère bancaire accordés sur la place (Tableau IV + V)

Au quatrième trimestre, les crédits distribués par les établissements locaux et par les établissements hors zone ont diminué de 2,1 % au niveau trimestriel et de 3,9 % en rythme annuel.

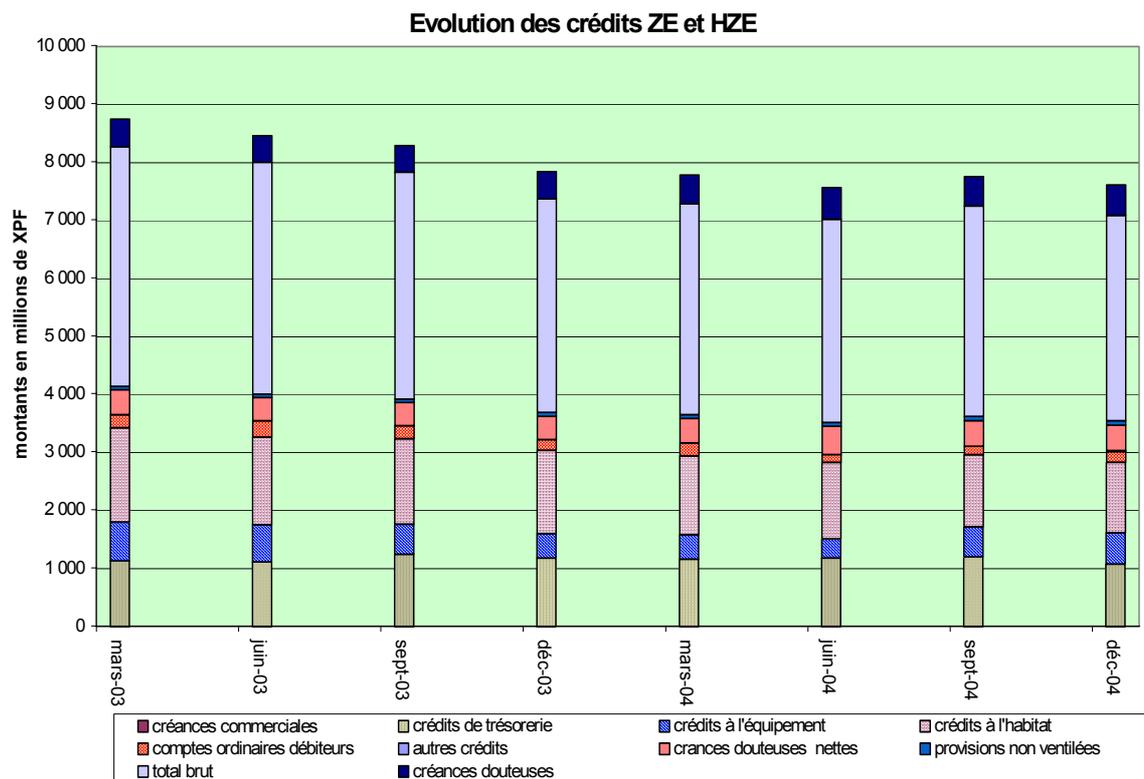
Les sociétés non financières affichent la plus forte baisse en glissement annuel (-22,9 %).

Les particuliers, grâce à la stabilité du montant des crédits locaux à la consommation accordés (+0,2 %) conjuguée avec les baisses sensibles des crédits à l'habitat (-18,4 %) affichent un volume de crédits en faible diminution (-6,6 % sur un an et -1,7 % sur un trimestre).

Les autres agents économiques (Territoire pour l'essentiel) enregistrent à nouveau une forte hausse de leurs crédits en rythme annuel (+46,7 %) mais une légère baisse en rythme trimestriel (-4,5 %). Leur part relative reste faible (environ 10%).

PASSIFS FINANCIERS
TABLEAU IV + V
Concours de caractère bancaire
(toutes zones d'émission confondues)

	31/12/2003	30/06/2004	30/09/2004	31/12/2004	variations en pourcentage		
<i>en millions de XPF</i>	m-12	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-6	m / m-3
Créances commerciales	0	0	0	0	-	-	-
Sociétés non financières	0	0	0	0	-	-	-
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	-	-	-
Crédits de trésorerie	1 181	1 183	1 205	1 074	- 9,0%	- 9,3%	-10,9%
Sociétés non financières	88	81	77	0	-99,9%	-99,9%	-99,9%
Entrepreneurs individuels	20	26	25	0	-100,0%	-100,0%	-100,0%
Particuliers	1 072	1 076	1 103	1 074	0,2%	- 0,2%	- 2,7%
Autres agents résidents	0	0	0	0	-	-	-
Crédits à l'équipement	423	326	511	540	27,6%	65,7%	5,6%
Sociétés non financières	148	80	117	137	- 7,0%	71,9%	17,7%
Entrepreneurs individuels	35	31	6	31	-12,6%	0,2%	392,3%
Particuliers	0	0	21	20	-	-	- 1,9%
Autres agents résidents	240	215	368	352	46,4%	63,4%	- 4,4%
Crédits à l'habitat	1 425	1 310	1 237	1 210	-15,0%	- 7,6%	- 2,2%
Sociétés non financières	0	0	3	16	-	-	373,3%
Entrepreneurs individuels	0	0	29	32	-	-	11,6%
Particuliers	1 425	1 310	1 205	1 163	-18,4%	-11,2%	- 3,5%
Autres agents résidents	0	0	0	0	-	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	185	140	148	179	- 2,9%	27,8%	20,8%
Sociétés non financières	159	122	124	141	-11,2%	15,9%	14,2%
Entrepreneurs individuels	3	1	2	6	95,8%	990,3%	270,9%
Particuliers	23	18	22	31	39,4%	76,7%	41,9%
Autres agents résidents	0	0	1	1	-	143,7%	-43,6%
Autres crédits	0	0	0	14	-	-	-
Créances douteuses nettes	404	477	437	440	9,1%	- 7,8%	0,7%
Sociétés non financières	31	74	24	25	-19,4%	-66,2%	4,5%
Entrepreneurs individuels	60	66	74	63	5,6%	- 3,9%	-13,8%
Particuliers	312	337	339	352	12,5%	4,3%	3,6%
Autres agents résidents	0	0	0	0	-	-	-
TOTAL NET	3 617	3 437	3 539	3 458	- 4,4%	0,6%	- 2,3%
Sociétés non financières	426	357	344	328	-22,9%	- 8,0%	- 4,6%
Entrepreneurs individuels	119	123	136	133	11,6%	7,8%	- 2,2%
Particuliers	2 832	2 741	2 691	2 645	- 6,6%	- 3,5%	- 1,7%
Autres agents résidents	240	215	369	352	46,7%	63,5%	- 4,5%
Provisions non ventilées	64	68	77	81	25,9%	19,2%	5,8%
TOTAL BRUT	3 681	3 505	3 616	3 539	- 3,9%	1,0%	- 2,1%



2.3 LA MASSE MONETAIRE (M3) ET SES CONTREPARTIES

La masse monétaire (tableau VI)

La masse monétaire (M3) reste relativement stable au cours du 4^{ème} trimestre (+0,9 %) à 4.612 millions de XPF. En rythme annuel, l'augmentation reste modérée (+3,2 %). A titre de comparaison, la masse monétaire M3 de la zone euro avait progressé de 6 % sur douze mois au 30/11/04.

L'agrégat M1 s'élève à 3.670 millions de XPF. Il reste stable par rapport au trimestre précédent (-0,6 %) et augmente de 11,6% sur un an.

Le rythme d'augmentation de la circulation fiduciaire fléchit par rapport à 2003 mais reste soutenu, +1,7 % sur le dernier trimestre et +5,9 % en glissement annuel.

Les dépôts à vue sont, pour leur part, en forte expansion sur un an (+15,2 %) mais en léger recul sur trois mois (-1,9 %).

TABLEAU VI

COMPOSANTES DE LA MASSE MONETAIRE A WALLIS ET FUTUNA							
	31/12/2003	30/06/2004	30/09/2004	31/12/2004	<i>variations en pourcentage</i>		
	m-12	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-6	m / m-3
M1							
Circulation fiduciaire	1 297	1 320	1 351	1 374	5,9%	4,1%	1,7%
- Billets	1 298	1 320	1 351	1 373	5,8%	4,0%	1,7%
- Pièces	- 1	- 1	- 0	1	-165,6%	-220,6%	-785,8%
Dépôts à vue	1 992	2 253	2 341	2 295	15,2%	1,9%	- 1,9%
- Banque(s)	1 579	1 751	1 563	1 811	14,7%	3,4%	15,9%
- SPT	-	-	-	-	-	-	-
- Trésor public	413	502	778	484	17,3%	- 3,5%	-37,7%
Total M1	3 289	3 573	3 692	3 670	11,6%	2,7%	- 0,6%
M2 - M1	334	367	330	331	- 1,0%	- 9,8%	0,4%
Comptes sur livrets	334	367	330	331	- 1,0%	- 9,8%	0,4%
Comptes d'épargne logement	-	-	-	-	-	-	-
Total M2	3 623	3 940	4 021	4 000	10,4%	1,5%	- 0,5%
M3 - M2	846	655	633	611	-27,8%	- 6,7%	- 3,4%
Dépôts à terme	841	651	629	607	-27,9%	- 6,8%	- 3,5%
- Banque(s)	707	598	571	592	-16,3%	- 1,0%	3,7%
- SPT	-	-	-	-	-	-	-
- Trésor public	134	53	58	14	-89,2%	-72,8%	-74,9%
Bons	5	4	4	5	- 8,4%	12,3%	12,3%
Certificats de dépôt	-	-	-	-	-	-	-
Total M3	4 469	4 595	4 654	4 612	3,2%	0,4%	- 0,9%

Il convient de souligner que la circulation fiduciaire représente 29 % de M3, contre moins de 5% en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie. Cependant en raison de la faiblesse du tissu bancaire local, il est vraisemblable qu'une fraction seulement de cette circulation fiduciaire reste effectivement à l'intérieur de Wallis et Futuna. Une partie des espèces est sans doute dépensée en Nouvelle-Calédonie par les voyageurs wallisiens et futuniens.

L'agrégat M2-M1 régresse sur un an (-1,0 %) à 331 millions. En l'absence de comptes « épargne-logement », cet agrégat ne regroupe que les comptes sur livrets. Les variations relatives de cet agrégat doivent être interprétées avec prudence compte tenu de sa faiblesse (7 % de M3)

L'agrégat M3-M2 baisse fortement en glissement annuel (-27,8 %) et moins nettement au cours du troisième trimestre (-3,4%) à 611 millions de XPF. Cet agrégat est essentiellement constitué par les dépôts à terme (607 millions de XPF).

Les contreparties de la masse monétaire (Tableau VII)

L'augmentation des avoirs hors zone d'émission de l'IEOM contribue pour 2,2% à la croissance des contreparties de M3. Les concours sur ressources monétaires participent également pour 2,6 % à cette progression. Par contre les avoirs hors zone des établissements de crédit et du Trésor Public, qui se contractent, ont une contribution négative, respectivement de -0,4 % et -1,2 %, à la croissance des contreparties de M3.

TABLEAU VII

CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE A WALLIS ET FUTUNA							
	31/12/2003	30/06/2004	30/09/2004	31/12/2004	variations en pourcentage		
	m-12	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-6	m / m-3
Avoirs hors zone d'émission	3 911	3 850	3 682	4 054	3,6%	5,3%	10,1%
- Institut d'émission	1 816	1 820	1 827	1 915	5,4%	5,2%	4,8%
- Etablissements de crédit locaux (*)	2 095	2 030	1 855	2 139	2,1%	5,3%	15,3%
Créances sur le Trésor public	487	483	754	432	-11,4%	-10,7%	-42,7%
Concours sur ressources monétaires	72	262	219	127	74,8%	-51,6%	-42,2%
- Concours de caractère bancaire des EC locaux	1 493	1 450	1 474	1 476	- 1,2%	1,8%	0,1%
- Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	1 421	1 188	1 255	1 349	- 5,1%	13,6%	7,5%
- Excédents des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	704	646	663	655	- 6,8%	1,5%	- 1,1%
- Provisions sur créances douteuses	64	68	77	81	25,9%	19,2%	5,8%
- Engagements hors zone d'émission (*)	240	238	228	301	25,5%	26,5%	32,1%
- Epargne contractuelle	-	-	-	-	-	-	-
- Divers	413	236	287	311	-24,7%	31,8%	8,3%
Total	4 470	4 595	4 654	4 612	3,2%	0,4%	- 0,9%
(*) Position extérieure nette du système bancaire local :	1 855	1 792	1 627	1 837	- 1,0%	2,5%	13,0%
Position extérieure nette corrigée des avoirs du Trésor public	2 342	2 275	2 380	2 269	- 3,1%	- 0,3%	- 4,7%

La position extérieure nette du système bancaire local résulte de la différence entre les avoirs hors zone d'émission des établissements de crédit locaux et les engagements hors zone d'émission de ces mêmes établissements.

2.4 L'EQUILIBRE EMPLOIS/RESSOURCES DES EC LOCAUX **(TABLEAU VIII)**

Le tableau emplois/ressources de l'établissement local met en évidence une relative stabilité de sa position extérieure nette (-0,9 %) sur un an qui atteint 54 % des emplois, alors que la part des crédits à la clientèle ne représente que 43 % des emplois.

Les ressources se composent majoritairement des dépôts collectés auprès de la clientèle (79% du passif). Le financement sur ressources propre diminue par rapport à décembre 2003 (-4,2 %) et représente 22% des ressources.

TABLEAU VIII

CREDITS BANCAIRES AU 31 décembre 2003					
Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	1 493	44%	Dépôts collectés (- encaisses)	2 586	77%
Réserves obligatoires	23	1%	Financement sur ressources propres *	768	23%
Réserves libres	-	0%	Excédent des op. diverses des EC	16	0%
(-) position extérieure nette des EC	1 854	55%	Réesc compte	-	0%
TOTAL DES EMPLOIS	3 371	100%	TOTAL DES RESSOURCES	3 371	100%

DES CREDITS BANCAIRES AU 30 juin 2004

DES CREDITS BANCAIRES AU 30 juin 2004					
Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	1 450	43%	Dépôts collectés (- encaisses)	2 689	80%
Réserves obligatoires	131	3,9%	Financement sur ressources propres *	714	21%
Réserves libres	-	0%	Excédent des op. diverses des EC	-31	-1%
(-) position extérieure nette des EC	1 792	53%	Réesc compte	0	0%
TOTAL DES EMPLOIS	3 373	100%	TOTAL DES RESSOURCES	3 372	100%

FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 31 décembre 2004

FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 31 décembre 2004					
Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	1 476	43%	Dépôts collectés (- encaisses)	2 716	79%
Réserves obligatoires	111	3%	Financement sur ressources propres *	736	22%
Réserves libres	-	0%	Excédent des op. diverses des EC	-28	-1%
(-) position extérieure nette des EC	1 837	54%	Réesc compte	-	0%
TOTAL DES EMPLOIS	3 424	100%	TOTAL DES RESSOURCES	3 424	100%

(*) Financement sur ressources propres = (Fonds propres + provisions sur créances douteuses - valeurs immobilisées)

2.5 RAPPEL DES TAUX

Le taux d'intérêt légal

Le taux d'intérêt légal est défini par la Loi n°89-421 du 23 juin 1989 comme « égal, pour l'année considérée, à la moyenne arithmétique des douze dernières moyennes mensuelles des taux de rendement actuariel des adjudications de bons du Trésor à taux fixe à treize semaines ». Il sert notamment de référence pour le calcul des intérêts moratoires en cas de dégrèvement d'impôts, de liquidation judiciaire ou pour le calcul des intérêts de retard pour défaut de paiement des obligations cautionnées à la date de leur échéance.

Par décret du 13 février 2004, le taux d'intérêt légal pour l'année 2004 a été fixé à 2,27%.

En %	1994	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Taux d'intérêt légal	8,4	3,87	3,36	3,47	2,74	4,26	4,26	3,29	2,27

Les taux d'intervention de l'IEOM au 31 décembre 2004

	<i>date d'effet</i>	<i>taux</i>	<i>taux de sortie maximum applicables</i>
taux de la facilité de dépôt	10/06/2003	1,00%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	01/01/2004	1,50%	4,50%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	6,20 % à 6,65 % (Taux SGFGAS depuis le 01/02/2005
taux de la facilité de prêt marginal	10/06/2003	3,00%	
taux de l'escompte de chèques	10/06/2003	3,00%	

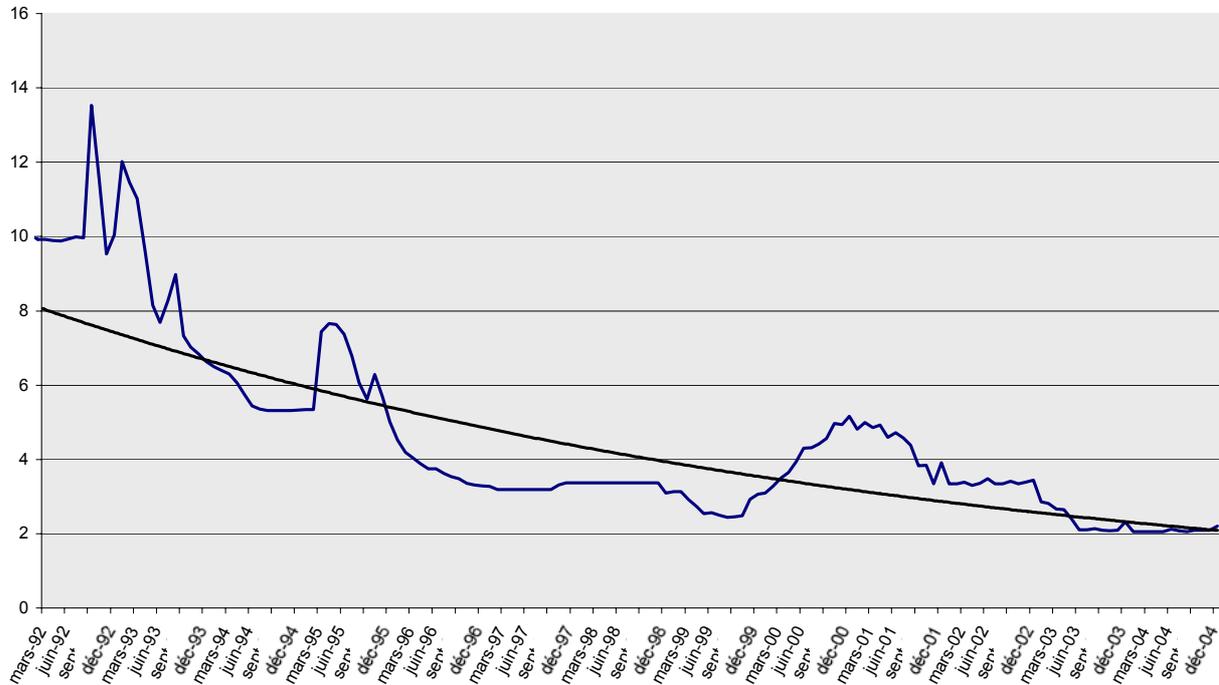
Les taux du marché

Le taux de base bancaire

Le taux de base bancaire métropolitain est de 6,60% depuis le 15 octobre 2001. Le taux de référence de la banque locale demeure inchangé depuis mars 1996 à 8,90%.

Le taux moyen mensuel du marché monétaire

T4M



TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
 EONIA: Euro OverNight Index Average

Les taux d'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux de l'usure publié en application de l'article 1er de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996.

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er janvier 2005)			
Crédits aux particuliers	seuil de l'usure	crédits aux entreprises	seuil de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,47%
Prêts à taux fixe	6,63%		
Prêts à taux variable	5,84%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	6,01%
Prêts relais	6,56%		
Autres prêts		Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,65%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 920 XPF	19,45%		
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 920 XPF	16,33%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 920 XPF	8,85%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à 2 ans	7,88%

3. Les Missions de l'IEOM

L'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) a été créé par la loi n°66-948 du 22 décembre 1966. Il exerce son activité dans les Territoires d'Outre-Mer français du Pacifique, où il remplit les missions de banque centrale :

L'émission des signes monétaires : l'IEOM émet ses propres billets et pièces, libellés en franc CFP⁽¹⁾ (code ISO XPF), monnaie ayant cours légal dans les Territoires d'outre-mer. Sa parité a été fixée le 1^{er} janvier 1960 à 100 XPF = 5,50 FRF (ou 1 FRF = 18,1818 XPF). Depuis le 1^{er} janvier 1999, la parité du franc pacifique est définie par rapport à l'Euro (1.000 XPF = 8,38 Euros). L'IEOM met en circulation des billets d'une valeur faciale de 10.000, 5.000, 1.000 et 500 XPF et des pièces de 100, 50, 20, 10, 5, 2 et 1 XPF.

Les opérations de compensation interbancaire : la chambre de compensation de Wallis et Futuna a été ouverte en janvier 1999. Auparavant, les établissements locaux étaient représentés au sein de la Chambre de compensation de Nouvelle-Calédonie, qui traitait aussi les opérations concernant Wallis et Futuna. Les chambres de compensation ont pour objet d'assurer entre les établissements participants le règlement par compensation des remises réciproques de diverses valeurs telles que les chèques, les virements et les effets. Le solde résultant de la compensation est inscrit au compte de chaque participant tenu par l'IEOM.

Depuis le 1^{er} octobre 1995, l'Institut d'Emission d'Outre-Mer a mis en place un système de **cotation des entreprises**. La cotation est une mesure de la solvabilité à court terme d'une entreprise. Elle détermine l'éligibilité d'un crédit aux mécanismes de refinancement de l'Institut d'émission.

Le refinancement des établissements de crédit, notamment au moyen du **réescompte des crédits bancaires** consentis aux entreprises qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions⁽²⁾, de crédits à taux réduits.

Les services rendus à la communauté bancaire (recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires...).

(1) CFP: Change Franc Pacifique.

(2) Tous les secteurs économiques marchands sont éligibles au réescompte à Wallis et Futuna.

3.1 L'émission des signes monétaires

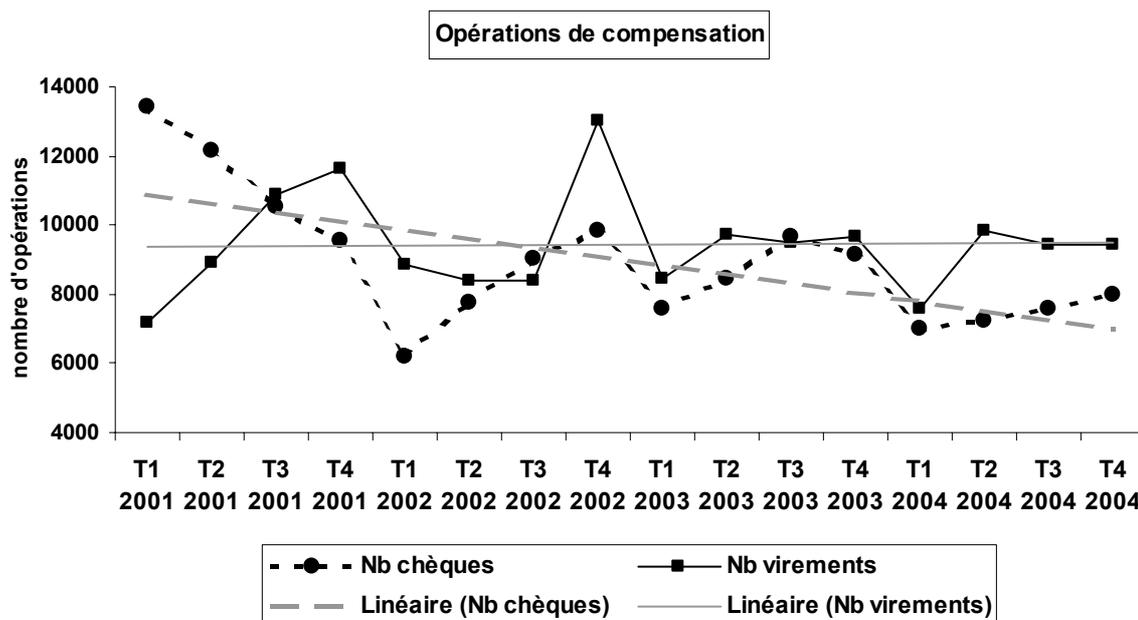
Le montant total des « billets et pièces » émis par l'IEOM à Wallis et Futuna au 31 décembre 2004 est de 1.464,6 millions de XPF, encaisse des banques comprise. Le total des billets en circulation à fin septembre 2004 représente 1.463,4 millions de XPF avec une circulation des pièces de 1.131 milliers de XPF.

<i>en milliers de XPF</i>	30-sept-03	30-juin-04	30-sept-04	31-déc-04
Billets	1 385 845	1 422 825	1 473 195	1 463 425
Pièces	295	86	401	1 131
Total	1 386 140	1 422 911	1 473 596	1 464 556

3.2 Les opérations de compensation interbancaire

Le tableau ci-après indique le nombre de valeurs et les montants traités entre le Trésor et la banque locale au 31 décembre 2004. Le nombre de chèques a légèrement augmenté (+5,9%) pendant le trimestre, mais leur montant a diminué de 11,6%. Le nombre de virements reste relativement stable (-0,4%) alors que leur montant a diminué de 5,2%.

Périodes	du 01/07/2004 au 30/09/2004	du 01/10/2004 au 31/12/2004	Variation en %
Nb chèques	7 564	8 007	5,9%
Montant	715 348 927	632 597 269	-11,6%
Nb virements	9 461	9 421	-0,4%
Montant	1 184 642 143	1 122 454 767	-5,2%
Total opérations	17 025	17 428	2,4%
Montant Total	1 899 991 070	1 755 052 036	-7,6%



Publication gratuite : 50 tirages

Directeur de publication :
M. Thierry CORNAILLE

Responsable de la rédaction :
M. Richard LAMBERT

Editeur:
IEOM - Etablissement Public
BP G5 Mata'Utu
98600 UVEA
Territoire des îles Wallis et Futuna

Tel : 72 25 05
Fax : 72 20 03
Mail : ieomwf@wallis.co.nc

Achévé d'imprimé le 25/02/2005